L'Orient – Le jour 24-2-2020

Dette : le Liban n'a plus d'autre choix que de négocier, assure Yassine Jaber

Dette

Standard & Poor's emboîte le pas à Moody's en dégradant à son tour la notation souveraine du pays.

Philippe HAGE BOUTROS

Après avoir retardé l'échéance pendant des années, le Liban ne semble clairement plus avoir d'autre choix que de négocier un aménagement du remboursement de sa dette publique, qui a atteint 91,6 milliards de dollars à fin décembre, soit plus de 150 % du PIB, un des pires ratios du monde derrière ceux de la Grèce et du Japon.
Ce constat, qui est loin d'être une surprise, comme en témoignent les récentes évaluations des trois principales agences de notation financière américaines – Moody's, Fitch et Standard & Poor's –, qui ont pris acte des conséquences de la détérioration de la situation économique et financière ces derniers mois sur la solvabilité du pays, a été notamment souligné hier par le député du mouvement Amal Yassine Jaber.

« Il ne s'agit plus simplement de décider de payer ou non la prochaine échéance d'eurobonds (1,2 milliard de dollars de titres de dette publique en devises qui doivent être déboursés le 9 mars). Le pays a presque épuisé ses réserves et doit négocier avec ses créanciers pour restructurer (diminuer les montants empruntés ainsi que les intérêts) et/ou rééchelonner (baisser les intérêts en repoussant les échéances) », a-t-il déclaré hier à L'Orient-Le Jour. Ces propos s'alignent sur la position du chef de sa formation politique, le président Nabih Berry, qui avait estimé en cours de semaine « que la restructuration de la dette (était) la meilleure solution » à la crise actuelle.

Minimiser les conséquences

« Il faut désormais voir si nous pouvons négocier avec nos créanciers en minimisant les conséquences légales et financières pour le pays, puis décider comment répartir les pertes entre les différents acteurs impliqués, qu'il s'agisse des détenteurs d'eurobonds, des banques, des institutions ou des citoyens », a ajouté M. Jaber. Nabih Berry, qui s'est réuni hier après-midi avec les membres de la délégation du Fonds monétaire international (FMI) arrivée en cours de semaine au Liban à la demande du gouvernement de Hassane Diab, a de son côté assuré que le pays était prêt à « mener les réformes essentielles requises dans tous les domaines, afin que l'opération de sauvetage soit un succès et que la confiance soit rétablie ». La délégation, à Beyrouth en réponse à une demande d'assistance technique du Liban, a entamé en milieu de semaine une tournée auprès des responsables libanais dans le cadre d'une visite préliminaire devant lui permettre de définir ce que le FMI pourrait fournir au Liban en matière de conseils, voire d'aides, en fonction de la réalité de sa situation économique et financière. La délégation a conclu hier sa tournée et doit rentrer aux États-Unis aujourd'hui.
Si aucune décision officielle et définitive concernant ce dossier n'a pour l'instant été annoncée, le fait que le gouvernement ait décidé, au cours de la semaine dernière, de faire appel à des cabinets internationaux pour l'assister dans l'examen technique et juridique des options disponibles ne semble plus laisser beaucoup de place au doute. Dans la foulée de l'annonce de l'appel à propositions lancé mercredi dernier, les agences Moody's puis S&P ont d'ailleurs décidé vendredi de dégrader la notation souveraine du pays de « Caa2 » à « Ca » avec perspective « stable » pour la première, et de « CCC » à « CC » avec perspective « négative » pour la seconde.

Possibilité « virtuellement certaine »

Moody's a justifié son troisième abaissement de la note du pays en un peu plus d'un an en estimant que le scénario d'une restructuration était devenu inévitable et présume, pour justifier sa perspective, que cette opération se fera en « coordination » avec les créanciers, sous la surveillance du programme économique du FMI.
S&P a considéré de son côté que la possibilité que le Liban restructure sa dette ou ne paye pas une prochaine échéance était « virtuellement certaine, peu importe le moment ». L'agence considère en outre que le fait que le Liban ait fait appel au FMI reflète « l'absence de volonté politique de procéder aux ajustements drastiques nécessaires » pour entamer le redressement du pays.
La classe politique libanaise est d'ailleurs la cible depuis le 17 octobre d'un mouvement de contestation qui continue de mobiliser une partie de la population.
En août 2019, S&P avait été la plus patiente des trois agences en maintenant la note du pays à « B- » alors que ses consœurs l'avaient fait passer de la catégorie « B », qui s'applique aux obligations dont la probabilité de remboursement est incertaine, à « C » pour celles sur lesquelles le risque de défaut est important, voire imminent. Enfin, mardi dernier, Fitch (qui a dégradé deux fois la notation du Liban en 2019, à « CC ») avait jugé dans un commentaire publié à l'occasion d'un rapport plus dense sur la situation du pays qu'il était probable que le Liban se trouve contraint de procéder à une « certaine forme de restructuration » de sa dette. Elle avait notamment jugé que le pays avait « techniquement » assez de réserves pour honorer le service de sa dette en 2020 et 2021, mais que le coût très élevé de l'opération rendait cette perspective « irréaliste sur le plan politique ». Tout comme S&P, Fitch a enfin considéré que toute opération de swap sur les eurobonds dont l'objectif serait de reporter les échéances à court terme « pouvait être

considérée comme une mesure de détresse » et donc sanctionnée par une nouvelle baisse de la notation souveraine du Liban.
Mais le sort de la dette publique n'est qu'une partie du problème, souligne un économiste souhaitant garder l'anonymat. « Une question tout aussi cruciale concerne le niveau réel des réserves de devises disponibles de la Banque du Liban, qui doit permettre de définir la marge de manœuvre du pays et le montant des aides qui devront être injectées. Or si la BDL a indiqué que ses avoirs en devises – qui incluent les réserves disponibles – étaient de 30,5 milliards de dollars en excluant l'or (14 milliards de dollars environ), les différentes estimations qui ont été relayées cette semaine font état d'un montant réel de 17 milliards pour certaines et de 24 milliards pour d'autres (toujours en excluant l'or) », précise-t-il.